

L'INVESTISSEMENT DIRECT DANS UNE EUROPE ELARGIE

ALAIN HENRIOT

Responsable de la Division Analyse et Prévision
Centre d'Observation Economique
Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris
27 avenue de Friedland
75008 Paris – France
(33)- 1- 55 65 70 94
ahenriot@ccip.fr

RÉSUMÉ:

Depuis le début des années 1990, les PECO ont pris une place non négligeable dans les flux d'IDE réalisés en Europe. Toutefois, cette montée en puissance ne s'est pas traduite par une éviction de l'UE-15 comme pays d'accueil des IDE. Les perspectives d'IDE en Europe suggèrent que les PECO vont continuer à recevoir des montants d'IDE importants. Les entreprises multinationales pourraient en outre désormais plutôt privilégier les IDE *greenfield*, compte tenu de l'état d'avancement des processus de privatisation dans de nombreux pays. Ceci ne devrait pas signifier pour autant une relocalisation massive des activités économiques, en particulier dans la sphère industrielle, de l'Ouest vers l'Est de l'Europe, d'une part parce que le taux d'IDE est déjà très élevé dans certains PECO et, d'autre part, parce que l'UE-15 conserve une assez grande attractivité sur de nombreux aspects (taille des marchés, qualification de la main-d'œuvre, etc.). Les perspectives d'IDE dans les PECO devraient donc plutôt être reliées à leur développement économique, qui ouvre de nouvelles opportunités pour les investisseurs internationaux. L'élargissement de l'Union conduit toutefois à une nouvelle géographie européenne, en déplaçant le centre de gravité de l'Union. Ceci ne sera pas sans influence sur la localisation des activités économiques.

RESUMEN:

Desde el comienzo de los años 90, los PECO han adquirido un peso nada despreciable en los flujos de IED realizados en Europa. Sin embargo, este aumento de su peso económico no se traduce en un desplazamiento de la UE-15 como países de acogida de las inversiones. Las perspectivas de IED en Europa indican que los PECO van a continuar recibiendo importantes cantidades. Las empresas multinacionales podrían, además, privilegiar a partir de ahora las inversiones *greenfield*, teniendo en cuenta el avanzado estado de los procesos de privatización en numerosos países. Esto no debería significar, sin embargo, una relocalización masiva de actividades económicas, en particular industriales, del oeste hacia el este de Europa, en primer lugar, porque la tasa de IED es ya muy elevada en ciertos PECO y, en segundo lugar, porque la UE-15 mantiene un atractivo bastante grande en numerosos aspectos (tamaño de los mercados, cualificación de la mano de obra, etcétera). Las perspectivas de IED en los PECO deberían, pues, relacionarse más con su desarrollo económico que con las nuevas oportunidades para los inversores internacionales. La ampliación de la UE conduce, sin embargo, a una nueva geografía europea, que desplaza el centro de gravedad, lo que tendrá, sin duda, repercusiones en la localización de actividades económicas.

PALABRAS CLAVE: inversiones extranjeras, inversiones directas, empresas multinacionales, localización industrial, Europa central y oriental, UE.

JEL: F15, F21, P31.

ABSTRACT:

Since the early nineteen nineties the CEECs have acquired far from negligible importance in FDI flows in Europe. Nonetheless, the increase in their economic weight has not translated into their replacing the EU-15 as FDI host countries. The prospects for FDI in Europe indicate that the CEECs will continue to receive large FDI inflows. Multinational firms may, moreover, favour FDI greenfields investment from now on, account taken of the advanced state of privatization processes in many countries. This should not, however, mean mass relocation of economic activities, in particular industrial activities, from western to eastern Europe, firstly because the FDI rate is already quite high in certain CEECs and secondly because the EU-15 continue to hold appeal for international investors for a number of reasons (size of markets, skilled labour, and so on). The prospects for FDI in the CEECs should, then, depend more on their own economic development than on new investment opportunities. Nonetheless, the enlargement of the Union has generated a new European geography in which the centre of gravity has shifted. This will indisputably have an impact on where businesses locate.

KEYWORDS: foreign investments, direct investments, multinational companies, industrial location, Europe, EU.

JEL: F15, F21, P31.

1. INTRODUCTION

L'élargissement de l'Union européenne (UE), qui est intervenu formellement le 1^{er} mai 2004, constitue de toute évidence un événement historique de première importance. Toutefois, sur le plan économique, l'élargissement de l'UE peut être aussi bien considéré comme un point de départ qu'un aboutissement. En effet, dès la chute du Mur de Berlin, les relations économiques entre la partie occidentale du continent européen et la partie orientale se sont intensifiées. Cela a pris la forme d'échanges commerciaux plus intenses et d'investissements directs des pays de l'Union européenne (à 15) vers les candidats à l'accession. Aujourd'hui, l'UE-15 représente le premier partenaire commercial des pays d'Europe centrale et orientale (PECO), avec un poids dans les échanges supérieur en moyenne à 60 %, soit autant, voire davantage dans certains cas, que le poids du commerce intra-communautaire dans les pays membres de l'UE-15. Les investissements directs étrangers (IDE) ont joué un rôle important dans ce mouvement d'intégration. De ce point de vue, commerce et investissements directs se sont plutôt révélés complémentaires que substituables. Les IDE ont aussi contribué à façonner de nouveaux avantages comparatifs aux PECO avec d'importantes implications pour les appareils productifs de ces pays.

La première partie de cette étude vise à montrer comment l'Europe élargie a émergé au cours des quinze dernières années, en se focalisant sur le rôle spécifique qu'ont pu jouer les IDE. Dans une seconde partie, on s'appliquera à dessiner des éléments prospectifs à travers différents outils d'évaluation.

1. 1990-2003 : L'EMERGENCE D'UNE EUROPE ELARGIE

Depuis le début des années 1990, les PECO ont effectué une percée significative en termes de d'accueil d'IDE. La structure des IDE dans les PECO met en avant le rôle moteur joué par les pays de l'UE-15 ainsi qu'une forte concentration sectorielle et régionale. Il ne semble pas par ailleurs que les PECO aient contribué à évincer les pays de l'UE-15 comme pays d'accueil.

1.1. La montée en puissance des PECO sur l'échiquier mondial des IDE

Quasi inexistants au début des années 1990, les flux d'IDE à destination des PECO¹ se sont rapidement développés au cours de la dernière décennie. Dès 1995, ils atteignaient déjà près de 13 milliards de dollars. Leur progression a été plus modérée ensuite, avant qu'un nouveau record historique ne soit atteint en 2002, avec un montant total d'IDE reçus approchant 25 milliards de dollars. En 2003, un nouveau reflux est toutefois intervenu. Ces évolutions trouvent leur origine à la fois dans les grands mouvements macroéconomiques qui ont présidé aux développements des IDE dans le monde et dans l'attractivité spécifique des PECO. La part des PECO dans l'ensemble des IDE reçus dans le monde a ainsi très rapidement progressé entre 1990 et 1995, mettant en avant une très large ouverture de ces pays à l'investissement étranger. Cette part a ensuite très fortement reculé jusqu'en 2000. Cela tient notamment au fait que, dans certains pays dont la transition vers l'économie de marché a été rapide, le processus de privatisation alimentant les IDE était en voie de s'achever. D'ailleurs, si le montant d'IDE reçus par les pays pionniers, comme la Hongrie, a eu tendance à plafonner, il s'est en revanche accru dans les pays dont la transition a été plus lente, comme la Bulgarie ou la Roumanie. En 2001 et 2002, dans un contexte mondial défavorable puisque le montant total d'IDE dans le monde a été divisé par deux, passant de 1 388 milliards de dollars à 678 milliards, les IDE dans les PECO se sont maintenus. La part de ces pays en tant que récepteur d'IDE a ainsi été multiplié par deux, retrouvant le niveau observé au milieu des années 1990. Cela s'explique à la fois par la poursuite des privatisations dans certains pays, mais aussi par des investissements *ex nihilo* (*greenfield*). Le tassement intervenu en 2003, aussi bien en valeur absolue qu'en termes relatifs, consécutif notamment à la fin des privatisations en République tchèque et en Slovaquie, montre cependant que ce mouvement reste fragile. En outre, contrairement à une idée largement répandue, les PECO n'ont nullement évincé les pays de l'UE-15 en termes d'IDE. En 2000, les IDE reçus par les PECO ne représentaient plus que 3 % des IDE reçus par l'UE-15, contre 11 % en 1995. En dépit d'une certaine remontée au cours des trois dernières années, le niveau du ratio entre IDE reçus par les PECO et ceux reçus par l'UE-15 était encore très inférieur en 2003 au chiffre observé au milieu des années 1990.

¹ On retient ici dix pays : les huit PECO nouveaux membres de l'UE (Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Slovénie), plus la Bulgarie et la Roumanie.

Tableau 1 : Flux d'IDE reçus par les PECO (millions de dollars)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Pologne	89	291	678	1715	1875	3659	4498	4908	6365	7270	9341	5713	4131	4225
Rép. tchèque	72	523	1003	654	878	2568	1435	1286	3700	6310	4984	5639	8483	2583
Hongrie	311	1462	1479	2350	1144	5103	3300	4167	3828	3312	2764	3936	2845	2470
Roumanie	0	40	77	94	341	419	263	1215	2031	1041	1037	1157	1144	1566
Bulgarie	4	56	42	40	105	90	109	505	537	819	1002	813	905	1419
Estonie	0	0	82	162	215	202	150	267	581	305	387	542	284	891
Slovaquie	93	81	100	179	273	258	370	231	707	428	1925	1584	4123	571
Lettonie	0	0	29	45	214	180	382	521	357	347	411	163	384	360
Slovénie	4	65	111	113	116	152	174	332	218	106	137	369	1606	181
Lituanie	0	0	10	30	31	73	152	355	926	486	379	446	732	179
10-peco	573	2518	3611	5382	5193	12703	10833	13786	19249	20424	22367	20362	24637	14445
% Monde	0,3	1,6	2,2	2,4	2,0	3,8	2,8	2,8	2,8	1,9	1,6	2,5	3,6	2,6
% UE	0,6	3,2	5,0	7,3	6,7	11,1	9,8	10,9	7,7	4,3	3,3	5,7	6,6	4,9

Source : CNUCED, calculs de l'auteur

Rapporté à la taille de ces économies, le montant d'IDE reçus par les PECO depuis le début des années 1990 est déjà très élevé, ce qui peut être considéré comme une limite à leur capacité d'absorption de nouveaux investissements. Dans beaucoup de pays, le stock d'IDE rapporté au PIB est déjà nettement supérieur à la moyenne de l'UE-15. Pour certains, il excède même celui de la Chine, qui est pourtant une terre de prédilection pour les investisseurs étrangers. L'exemple de l'Irlande qui a basé tout son développement sur une politique économique, notamment en matière fiscale, très favorable aux investisseurs étrangers ne peut être considéré comme une référence. A supposer que tous les PECO aient eu un stock d'IDE rapporté au PIB de 50% (sauf pour ceux dont le ratio est déjà supérieur à ce seuil), ils auraient reçu environ 93 milliards de dollars d'IDE supplémentaires entre 1990 et 2003. Le ratio moyen entre IDE reçus par les PECO et IDE reçus par l'UE-15 sur cette période aurait alors été de 8,5 %, un chiffre à comparer avec un ratio observé de 5,5 %. La montée des IDE dans les PECO ne peut donc pas être beaucoup basée sur une intensification des IDE dans ces économies. Le déploiement des IDE dans ces pays repose surtout désormais sur l'extension de leur capacité d'absorption, autrement dit sur le développement de leurs économies, illustré par la croissance du PIB. A très long terme, une idée de la répartition qui pourrait se dessiner en Europe est donnée par le ratio des populations. Si le PIB par tête des PECO rejoint celui de l'UE-15, le poids économique des deux régions sera fonction de leur population respective. En 2003, avec 103 millions d'habitants, la population des PECO représentait environ 27 % de la population de l'UE-15.

Tableau 2 : Stocks d'IDE en % du PIB

	1990	1995	2000	2001	2002	2003
Monde	9,3	10,2	19,3	20,9	23,0	22,9
Pays développés	8,2	8,9	16,6	18,0	20,5	20,7
Pays émergents	14,7	16,3	29,3	31,7	31,9	31,4
UE-15	10,9	13,2	28,5	30,8	34,6	32,8
Autriche	6,1	7,5	15,9	18,0	21,1	23,7
Belgique-Lux.	-	-	-	-	-	-
Belgique	27,8	38,3	78,6	82,4	-	-
Danemark	6,9	13,2	42,2	42,3	42,7	36,1
Finlande	3,8	6,5	20,2	19,8	25,8	28,6
France	7,1	12,3	19,8	22,3	26,9	24,7
Allemagne	7,1	7,8	25,1	22,8	26,7	22,6
Grèce	6,7	9,3	11,0	11,9	11,7	9,8
Irlande	71,5	60,2	144,1	180,3	137,5	129,7
Italie	5,3	5,8	10,5	9,9	10,6	11,8
Pays-Bas	23,3	28,0	64,9	74,7	75,4	65,6
Portugal	14,8	17,1	27,2	31,4	35,4	36,3
Espagne	12,8	18,7	25,7	28,2	35,9	27,4
Suède	5,3	12,5	39,2	41,7	48,9	47,5
Royaume-Uni	20,6	17,6	30,4	35,4	36,3	37,4
Etats-Unis	6,9	7,2	12,4	13,1	14,4	14,1
Japon	0,3	0,7	1,1	1,2	2,0	2,1
Chine	5,8	19,3	32,2	33,7	35,4	35,6
Bulgarie	0,5	3,4	17,9	20,3	22,6	29,1
Rép. Tchèque	3,9	14,1	42,1	47,4	55,3	48,0
Estonie	0,0	19,3	51,4	56,4	65,0	77,6
Hongrie	1,7	25,3	49,3	45,0	55,3	51,8
Lettonie	0,0	13,9	29,1	30,4	32,8	35,1
Lituanie	0,0	5,7	20,9	22,5	28,1	27,2
Pologne	0,2	5,8	20,6	22,2	25,0	24,9
Roumanie	0,0	2,3	17,5	19,0	19,4	23,4
Slovaquie	0,5	4,2	18,5	23,2	32,2	31,5
Slovénie	3,4	8,9	15,3	13,3	18,7	15,6

Source : CNUCED, calculs de l'auteur

Si les statistiques portant sur les IDE ont pour avantage de présenter une grande cohérence et un degré d'homogénéité élevé entre les pays, elles présentent toutefois l'inconvénient de revêtir un caractère financier. Ainsi, elles comprennent par exemple les prêts à long terme entre maisons mère et filiales. La mesure du nombre d'implantations physiques constitue de ce fait une information complémentaire. Toutefois, elle comporte aussi un inconvénient majeur qui est de traiter chaque implantation sur un pied d'égalité, quels que soient les montants en jeu. Le diagnostic qui peut être tiré de ces données concernant le rôle des PECO comme terre d'accueil d'implantations étrangères n'est pas très différent de celui qui découle de l'analyse des flux d'IDE. Selon la base de données d'*Ernst and Young*, c'est dans les pays d'Europe de l'Ouest que les implantations sont les plus nombreuses. Le nombre d'implantations a même reculé en 2003 dans les principaux PECO qui sont désormais concurrencés par la Russie, dont les performances économiques et l'amorce d'importantes réformes structurelles ont commencé à rassurer les investisseurs internationaux.

Tableau 3 : Implantations internationales en Europe

	Nombre d'implantations internationales en 2003	Part de marché 2003 (en %)	Evolution 2003/2002 (en %)
Royaume-Uni	453	23,4	22,8
France	313	16,2	23,7
Espagne	119	6,2	-2,5
Allemagne	111	5,7	-27,9
Russie	109	5,6	28,2
Rép. tchèque	90	4,7	-8,2
Hongrie	84	4,3	-16,0
Belgique	77	4,0	5,5
Suède	76	3,9	8,6
Pays-Bas	58	3,0	-3,3
Irlande	46	2,4	-9,8
Pologne	46	2,4	-23,3
Danemark	44	2,3	100,0
Portugal	37	1,9	15,6
Autriche	32	1,7	-27,3
Autres	238	12,3	-21,2
Total	1933	100,0	2,0

Source : Ernst & Young, *European Investment Monitor 2004*

1.2. Structure des IDE dans les PECO

Sur le plan géographique, l'UE-15 est le principal investisseur dans les PECO, l'Allemagne apparaissant dans de nombreux cas comme le premier acteur². Les Etats-Unis sont le premier pays investisseur non européen. Mais leur poids a tendu à se réduire depuis le milieu des années 1990 dans les flux d'IDE vers un certain nombre de pays, comme la Pologne ou la Hongrie. Les données récentes sur les implantations confirment ce relatif désengagement des entreprises américaines dans les PECO. Le Japon est, d'une manière générale, peu présent dans les PECO. La part des pays émergents d'Asie est également très faible, mais elle est significative en Pologne³ et en Hongrie. Globalement, la structure géographique des IDE dans les PECO est donc plutôt le fruit d'une plus forte intégration économique du continent européen que la conséquence d'un processus de mondialisation au sens large.

² Selon la CNUCED, une part significative des IDE dans les PECO est le fait de holdings régionales dont la maison mère est localisée dans un pays tiers, ce qui peut biaiser la distribution géographique des IDE.

³ Ce chiffre était toutefois lié à l'implantation du groupe automobile coréen *Daewoo*. Son rachat par *General Motors* change donc la donne de ce point de vue.

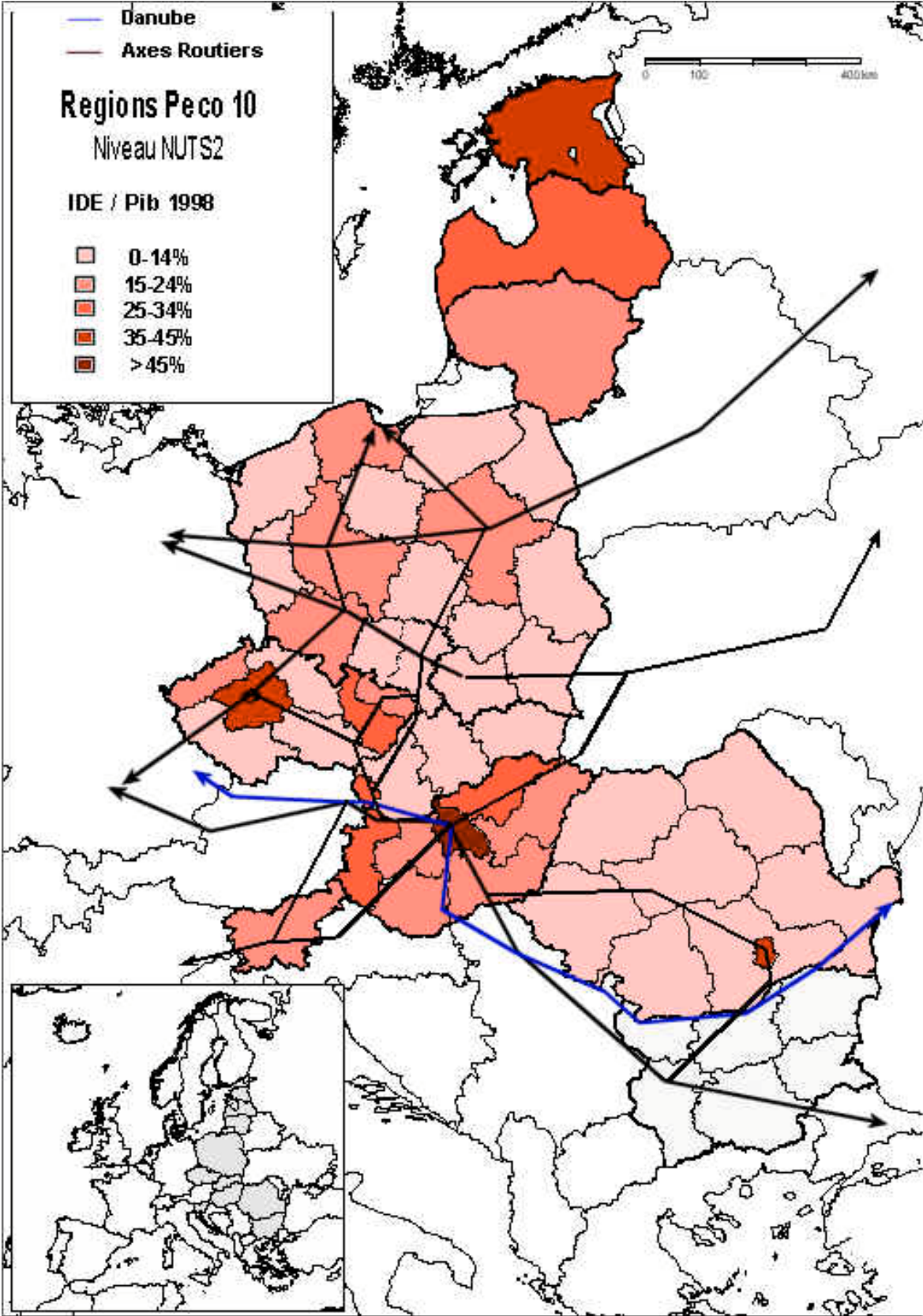
Tableau 4 : Structure géographique des stocks d'IDE (en %)

<i>Pays investisseur</i>	Hongrie	Pologne	Rép. tchèque	Slovaquie	Slovénie	Bulgarie	Estonie	Lituanie	Lettonie
	2000	2001	2000	2000	2000	1999	2001	2001	2001
Allemagne	25,8	12,7	25,5	28,5	12,5	19,3	2,5	9,2	11,4
Autriche	12,2	1,5	11,1	14,4	45,6	5,6	0,3	0,4	0,7
Belgique-Lux.	5,3	2,2	5,4	1,7	1,3	6,2	0,4	3,6	0,2
Danemark	0,5	1,6	1,2	0,4	1,5	0,1	3,5	18,6	10,8
Espagne	0,4	0,7	0,2	0,1	0,0	2,6	0,0	nd	0,0
France	6,5	18,2	4,3	3,3	10,7	2,7	0,7	1,0	0,0
Finlande	1,6	0,8	0,6	0,1	0,0	0,0	25,8	5,8	6,3
Pays-Bas	22,5	8,2	30,1	24,3	3,0	3,7	4,2	1,8	4,6
Irlande	0,7	1,9	0,0	0,0	0,0	0,2	0,3	0,7	1,9
Italie	2,7	6,2	0,8	1,6	5,4	1,7	0,6	0,4	0,6
Portugal	0,1	0,9	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	1,1	4,7	3,5	3,2	3,6	11,0	2,4	6,5	4,9
Suède	0,9	4,1	1,4	0,4	0,5	0,3	39,4	16,1	9,2
UE-15	80,3	64,5	84,1	78,1	84,0	57,9	80,1	64,2	50,6
Suisse	2,1	1,6	4,0	0,7	3,6	3,5	0,6	3,2	2,0
Etats-Unis	8,2	13,9	6,5	6,9	3,9	12,0	9,9	8,3	12,6
Japon	2,1	0,9	0,5	nd	0,2	0,4	0,1	0,0	0,6
Asie émergente	1,5	3,0	0,2	nd	0,1	0,4	0,9	0,5	1,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CNUCED, calculs de l'auteur

Par ailleurs, une analyse de la distribution géographique des IDE au niveau régional suggère une assez grande disparité au sein même de chaque pays, avec une plus grande intensité des IDE près des frontières avec l'UE-15 et autour des capitales.

Graphique 1 : Ventilation des IDE dans les PECO par grandes régions



Source : DREE, réseau élargissement www.dree.org/etlargissement

L'analyse de la ventilation sectorielle des IDE permet d'affiner ce diagnostic. Dans un premier temps, les IDE dans les PECO ont essentiellement concerné les industries manufacturières. Puis, la privatisation des télécommunications, des infrastructures et des banques, ainsi que l'ouverture à l'investissement international de secteurs comme la distribution ou l'hôtellerie, ont conduit à une prédominance des activités de services dans les IDE. Ce mouvement s'est d'ailleurs poursuivi récemment, puisque près des trois quarts des IDE effectués en 2001-2002 en Europe de l'Est ont concerné le secteur tertiaire⁴. La suprématie des investisseurs européens dans les IDE réalisés dans le secteur financier explique aussi pour partie le tassement de la part des IDE américains dans le total des IDE reçus par les PECO. Parmi les secteurs industriels, l'automobile occupe une place importante dans les IDE en République tchèque, en Hongrie et en Pologne. Le secteur des équipements électriques et électroniques arrive en bonne position en Hongrie et, dans une moindre mesure, en République tchèque. Il faut observer que les IDE dans l'industrie n'ont pas été effectués dans des secteurs où les PECO disposaient initialement d'un avantage comparatif: le textile représente ainsi une fraction infime des IDE reçus par les PECO, alors qu'au milieu des années 1990 ce secteur constituait le principal avantage comparatif de la région⁵. Les IDE ont plutôt conduit à façonner de nouveaux avantages comparatifs, notamment la construction automobile. Cette structure est cependant encore à même d'évoluer. D'une part, la privatisation de certains services est achevée dans plusieurs pays (par exemple, le secteur bancaire en Hongrie est en quasi-totalité contrôlé par les investisseurs étrangers). D'autre part, le développement économique des PECO pourrait influencer la structure sectorielle des IDE: d'un côté, il contribuera à élargir les marchés constitués par les PECO, fournissant ainsi de nouvelles opportunités d'investissements; de l'autre, certains désinvestissements pourraient intervenir avec la montée des coûts salariaux, comme l'a montré l'évolution récente du secteur électronique en Hongrie où des entreprises américaines ont cessé leur activité pour relocaliser leurs sites de production en Chine.

⁴ CNUCED, World Investment Report (2004). Y compris la Russie.

⁵ On se fonde ici sur les avantages comparatifs révélés, calculés à partir des flux commerciaux.

Tableau 5 : Répartition sectorielle des IDE dans les PECO (en %)

	Hongrie		Pologne		Rép.tchèque		Slovaquie		Slovénie		Bulgarie	Estonie		Lituanie		Lettonie
	1997	2000	1996	2000	1997	2000	1996	2000	1994	2000	1999	1998	2000	1996	2000	2000
Secteur primaire	2,0	1,5	0,6	0,8	0,9	2,0	1,7	1,2	0,1		1,4	1,7	0,9	2,5	1,6	1,7
Secteur secondaire	39,3	36,8	45,0	39,3	55,0	38,1	50,4	53,2	45,3	40,6	51,9	32,9	20	41,2	28,8	16,6
produits agroalimentaires	10,3	8,9	11,0	8,5	9,7	4,8			3,5	1,4	16,8			16,1	11,5	4,8
Textile-habillement	1,8	1,6	1,3	0,7	1,5	1,3			1,0	0,9	1			7	4,7	1,6
Produits en bois	2,5	1,9	4,6	4,5	4,5	3,1			9,1	6,6	2			4,2	2,5	3,3
Edition									0,5	0,5	0,1					0,3
Charbon, produits pétroliers et nucléaire		1,8		0,1					0,5		5,8					
Chimie	8,3	3,3	4,4	4,2					6,1	6,2	4,7			2,3	1,9	1,8
Caoutchouc et produits plastiques		1,7	3,4	2,4					1,1	5,0	0,6					0,5
Métaux non ferreux	2,5	2,3				5,9			2,0	2,6	7,3					1,1
Sidérurgie	2,9	2,2	2,4	2,0	4,1	3,6			0,9	3,2	3					1,2
Machines et équipements	10,5	1,9	1,7	1,3	1,5	1,7			6,2	5,2	7,3					1
Equipements électriques et électroniques		7,2	0,9	1,2	0,6	3,3			2,7	3,2	2,3					0,2
Instruments de précision						0,7			0,6	1,2	0,1					0,1
Véhicules et équipements de transport		3,6	7,2	6,5	8,7	6,5			10,7	4,8	0,6			0,7	2	0,1
Autres produits manufacturés	0,4	0,4	8,1	7,9		0,6			0,3	0,2	0,4					0,3
Recyclage						0,1										0,1
non spécifiés					24,8	6,5										
Secteur tertiaire	58,6	61,7	30,2	59,9	43,5	59,8	47,9	45,6	54,7	56,9	45,7	64,6	78,9	56,4	69,7	80,4
Electricité, gaz et eau	13,7		0,1	1,2	4,3	6,6	0,5	0,2	22,4	0,6		0,8	4,7		2,5	5,1
Construction	2,5	1,2	1,6	4,3	2,0	1,5	2,3	1,2	0,2	0,2	1,9	1,4	1,2	0,4	0,7	0,7
Commerce	12,6	12,4	11,6	16,9	12,1	15,0	19,4	11,5	14,9	14,0	19,2	2,3	13,6	32,5	22,7	20,4
Hôtels-restaurants	2,5		0,4	0,5	0,8	0,3	1,4	0,7	0,6	0,6	2	1,4	1,6	3,1	2,3	1,7
Transport, stockage et communications	7,7	7,7	1,5	9,9	9,4	11,2	3,5	16,8	1,4	1,6	12,3	7,5	22,7	11,8	18,8	19,1
Finance	10,6	27,1	11,1	20,3	11,3	14,7	17,4	12,0	7,4	25,8	7,3	21,9	24,2	5,4	16,2	22,6
Immobilier et conseil	8,3		2,9	6,3	3,4	9,2	2,7	2,8	7,5	13,3	2,8	7,9	9,6	2,2	5,2	9,7
Education											0,3		0,1			0,1
Services de santé	0,1											0,6	1,2			0,3
Assainissement									0,2	0,1						
Activités culturelles et sportives										0,7						0,6
Autres services	0,7	13,3	0,2	0,5		1,2	0,7	0,3	0,1	0,0				1	1,2	0,1
non spécifiés			24,2		0,1						2,4	0,9	0,8	0,2		1,4

Source : CNUCED World Investment Directory, volume VIII Central and Eastern Europe, 2003, calculs de l'auteur

Au cours des dernières années, les IDE réalisés dans les PECO n'ont donc pas correspondu à un transfert d'activités des pays de l'UE-15. Ces derniers continuent d'accueillir une partie importante des implantations industrielles, notamment la France et le Royaume-Uni. Même si elles demeurent bien positionnées, la République tchèque et la Hongrie ont perdu du terrain en 2003 dans ce domaine. La Pologne reste, quant à elle, nettement en retrait. Concernant les fonctions tertiaires, la prédominance des pays de l'UE-15 est encore plus marquée, la République tchèque apparaissant comme le seul PECO parmi les dix premiers pays d'implantations en Europe.

Tableau 6 : Implantations internationales en Europe par fonctions

	<i>Fonctions industrielles (1)</i>	2002	2003		<i>Fonctions tertiaires (2)</i>	2002	2003
1	France	162	237	1	Royaume-Uni	237	265
2	Royaume-Uni	121	178	2	France	110	72
3	Russie	70	92	3	Allemagne	98	58
4	Rép. tchèque	90	67	4	Suède	54	58
5	Hongrie	84	62	5	Espagne	47	54
6	Espagne	68	60	6	Pays-Bas	35	36
7	Allemagne	51	44	7	Danemark	20	33
8	Belgique	45	44	8	Belgique	25	31
9	Pologne	46	34	9	Irlande	31	24
10	Portugal	30	27	10	Rép. tchèque	7	19
	Autres	252	235		Autres	156	131
Total		1 007	1 080	Total		837	782

(1) Unités de production et centres logistiques

(2) Quartiers généraux, recherche-développement, centres d'appels, filiales commerciales

Source : Ernst & Young, *European Investment Monitor 2004*

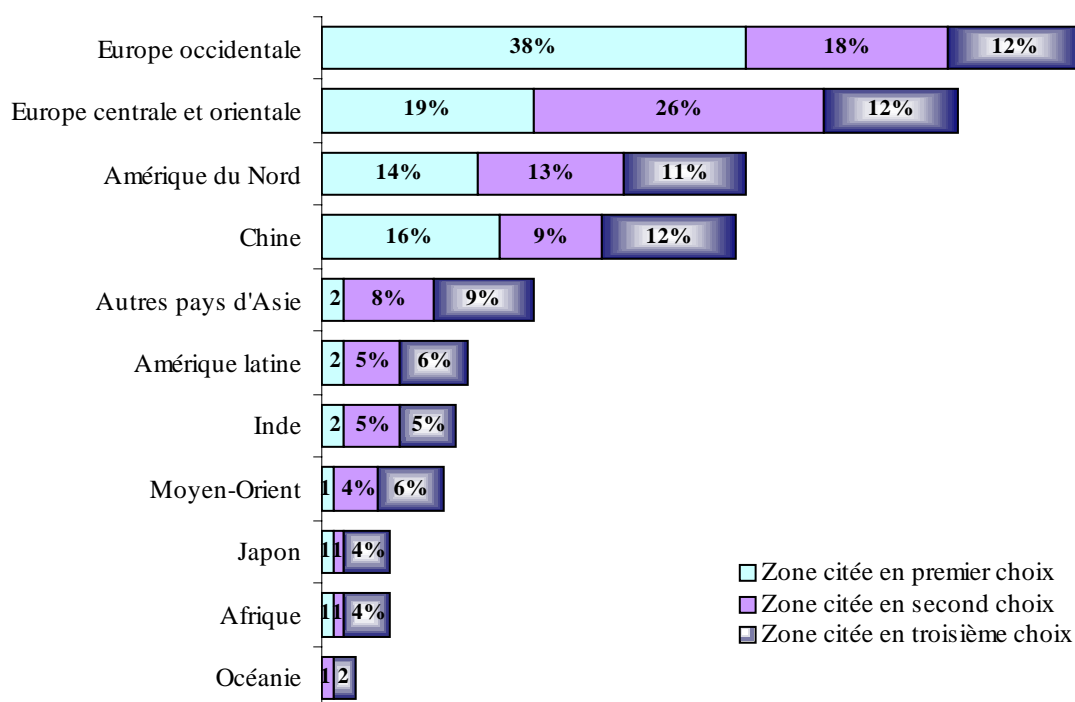
2. ELEMENTS PROSPECTIFS

Les IDE en Europe au cours des quinze dernières années se sont caractérisés par deux tendances de fond : d'une part, l'émergence des PECO comme terre d'accueil, mais aussi, d'autre part, une bonne résistance des pays de la « vieille Europe ». Plusieurs facteurs vont influencer sur la structure des IDE en Europe au cours de la décennie à venir : l'arrivée à maturité du processus de privatisation dans les PECO, l'intégration de ces pays dans l'Union (effective pour huit d'entre eux, à venir pour la Bulgarie et la Roumanie), la poursuite du processus de convergence réelle entre les PECO et l'UE-15 qui aura pour corollaire un élargissement des marchés et sans doute une réduction -certes relative- des écarts de coûts salariaux. Dans ce contexte, deux méthodologies peuvent être mobilisées pour tenter d'évaluer ce que pourrait être la répartition des IDE en Europe dans les années à venir. D'une part, plusieurs enquêtes visent à évaluer le sentiment des investisseurs à propos des différentes régions du monde. D'autre part, certains indicateurs empiriques peuvent être construits pour évaluer le potentiel d'accueil des différents pays en termes d'IDE.

2.1 Les PECO restent attractifs pour les investisseurs internationaux

L'enquête réalisée par *Ernst & Young* auprès de 513 dirigeants d'entreprises européennes, américaines et asiatiques tente d'évaluer les régions que ces investisseurs considèrent comme les plus attractives pour leurs implantations. Ces derniers placent l'Europe occidentale en première position, suivie des PECO. Les dirigeants nord-américains votent massivement en faveur de l'Europe occidentale. Les entreprises ouest-européennes sont particulièrement attirées par les PECO, qui devancent l'Europe occidentale dans leurs choix de localisation. Les atouts de l'Europe occidentale concernent surtout le côté opérationnel (qualité des infrastructures, qualification de la main-d'œuvre, proximité des marchés) ainsi que la stabilité de l'environnement et du climat social. Les handicaps mentionnés portent sur les coûts du travail, la capacité à dégager des gains de productivité et le manque de flexibilité de la législation sociale. En termes de pays, la Chine est le pays préféré des investisseurs, suivie des Etats-Unis, de l'Allemagne, du Royaume-Uni et de la Pologne. La République tchèque arrive en sixième position dans ce classement et la Hongrie en dixième. Ce sont surtout les activités de production qui expliquent la position de la Pologne. En termes de R&D, de centres de design et de quartiers généraux, les pays d'Europe de l'Ouest sont le plus souvent cités comme les plus attractifs, en concurrence avec les Etats-Unis et, dans une moindre mesure, le Japon.

Graphique 2 : Attractivité de 11 zones géographiques, en % de réponses



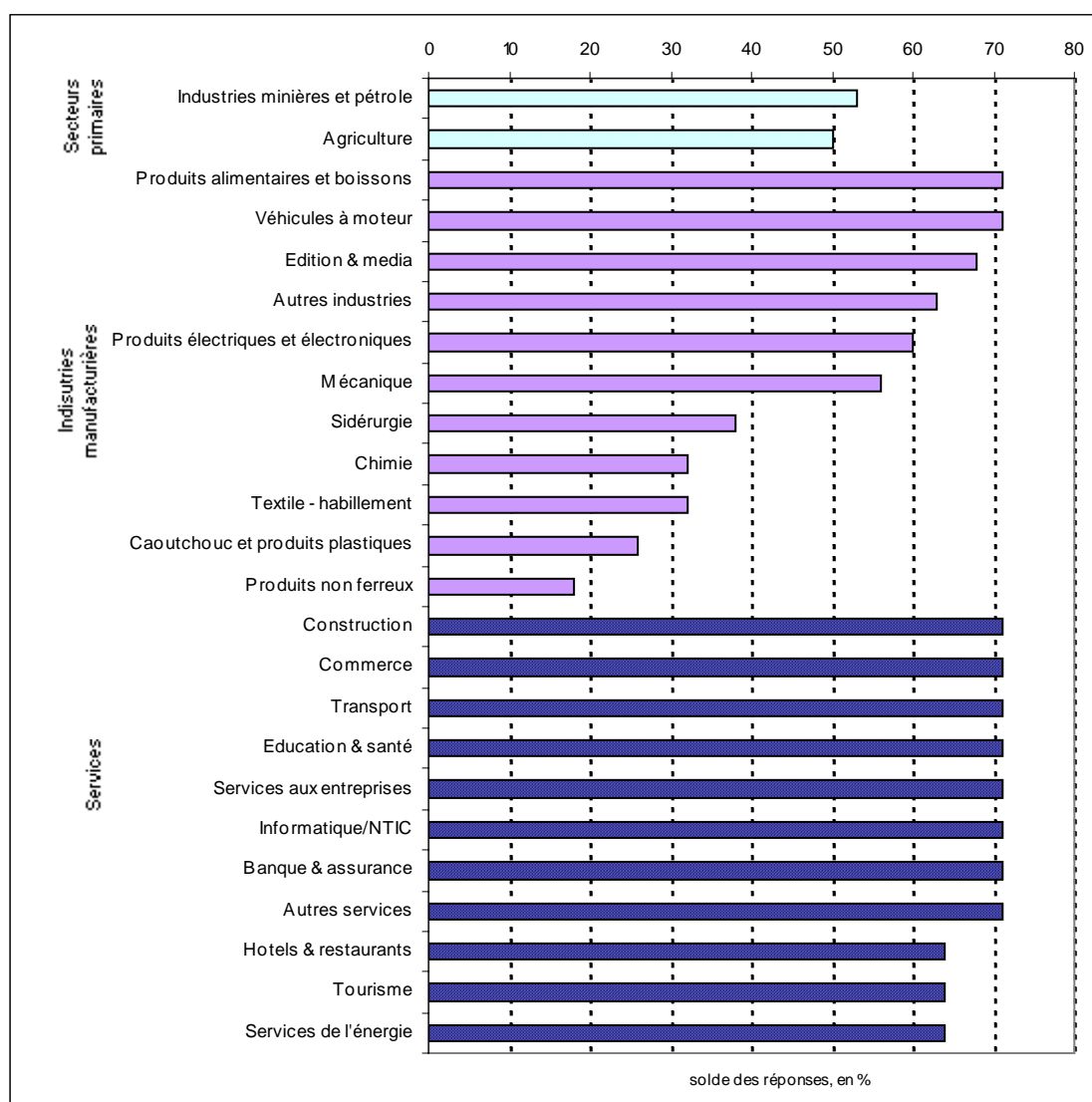
Source : *Ernst & Young, European Investment Monitor 2004*

Une autre enquête, réalisée par la CNUCED en janvier-février 2004⁶, confirme que les IDE dans les PECO devraient continuer à progresser au cours des années à venir, avec toutefois un

⁶ Cette enquête a porté auprès de 87 experts internationaux (consultants, conseillers ou analystes) spécialisés dans les IDE des entreprises multinationales. Elle a été publiée en mai 2004 sous le titre *Global Investment*

optimisme peut-être un peu plus mesuré pour 2006-2007, après une poussée d'IDE attendue en 2004-2005 suite à l'élargissement de l'UE. La Pologne et la République tchèque sont considérées comme les pays les plus attractifs, se classant juste derrière la Chine, l'Inde, les Etats-Unis et la Thaïlande. La Roumanie arrive en troisième position en termes d'attractivité au sein des PECO. La construction de nouvelles unités de production (IDE *greenfield*) et les fusions-acquisitions sont citées à parts égales concernant le mode d'investissement. Parmi les secteurs où les IDE devraient surtout progresser, sont cités les industries agro-alimentaires, la construction automobile, l'édition et le matériel électrique et l'électronique pour les secteurs industriels. Outre la construction, le commerce, le transport, le secteur de la santé et les services informatiques sont les plus mentionnés parmi les activités tertiaires.

Graphique 3 : Perspectives d'évolution des IDE en Europe de l'Est par secteurs



Source : CNUCED, *Global Investment Prospects Assessment*

Prospects Assessment (www.unctad.org). Dans ce sondage, la zone étudiée est l'Europe de l'Est (y compris la Russie) et pas seulement les PECO.

Ces enquêtes confirment que l'Europe, d'une manière générale, conserve un large potentiel d'attractivité par rapport notamment à l'Amérique du Nord et vis-à-vis de l'Asie, même si l'émergence de la Chine influe naturellement sur les perspectives d'IDE. Pour les investisseurs internationaux, l'élargissement de l'Union semble plutôt perçu comme une complémentarité que comme un risque de transfert massif de l'Europe de l'Ouest vers les PECO.

Si ces enquêtes qualitatives fournissent des informations intéressantes, elles restent néanmoins insuffisantes pour apprécier totalement le potentiel d'accueil d'IDE des pays. D'une part, elles revêtent naturellement un caractère subjectif. Une mauvaise image d'un pays ou d'une zone peut conduire bien sûr à une dégradation des investissements. Mais une étude approfondie des critères présidant à la décision d'investissement peut aussi amener à des choix de localisation micro-économiques différents de ceux qui pourraient simplement découler des images de chaque pays. Il convient donc de mobiliser d'autres outils pour apprécier le potentiel d'accueil des pays ou des régions en matière d'accueil d'IDE.

2.2 Les PECO disposent d'un fort potentiel d'accueil des IDE à moyen terme, sans toutefois supplanter l'Europe de l'Ouest

La littérature économique met en évidence principalement deux grandes formes d'organisation des entreprises multinationales (Carr et *alii*, 2001) : d'une part, une organisation horizontale, dans laquelle les sites de production sont localisés dans plusieurs pays afin de répondre à la demande de chaque marché ; d'autre part, une organisation verticale où la recherche de bas coûts de production conduit à une segmentation des processus de production pour bénéficier des avantages comparatifs de chaque pays. Naturellement, d'autres variables influent sur les décisions d'investissement comme le niveau des infrastructures, la fiscalité, etc.

Dans cette optique, la CNUCED a construit deux séries d'indicateurs qui permettent d'évaluer les résultats des pays en matière d'IDE. Le premier -l'*indicateur de performance*- rapporte tout simplement la part d'un pays d'accueil dans les IDE mondiaux à sa part dans le PIB mondial. Cet indicateur, pays par pays, est très volatil d'une année sur l'autre, plaçant parfois en tête des petits pays grâce à une ou deux opérations importantes. Toutefois, par grandes zones géographiques les résultats sont plus stables. Au cours des années récentes, l'Europe occidentale a bénéficié d'un indice nettement supérieur à l'unité, traduisant un poids dans les IDE reçus supérieur à son poids économique, ce qui est un signe d'attractivité indéniable. S'il était devenu sensiblement supérieur à l'unité au milieu des années 1990 pour les pays d'Europe de l'Est, cet indice avait nettement baissé au tournant des années 2000⁷. Il s'est toutefois récemment redressé.

Tableau 7 : Indices de performance⁽¹⁾ en termes d'accueil d'IDE

	1988-1990	1993-1995	2000-2002	2001-2003
UE-15	1,33	1,12	1,91	1,88
Europe de l'Est ⁽²⁾	1,04	1,36	1,17	1,35

(1) Part en tant que pays d'accueil dans les IDE mondiaux/part dans le PIB mondial

(2) Y compris la Russie

Source : CNUCED, *World Investment Report 2004*

⁷ Ce résultat a pu être influencé par la faiblesse des IDE en Russie sur la période.

La CNUCED a construit un deuxième indicateur -l'*indice de potentiel d'accueil d'IDE*- qui vise à classer les pays selon leur degré d'attractivité, et ce en combinant une douzaine de critères (croissance du PIB, PIB par tête, ouverture extérieure, insertion dans les réseaux d'échanges, poids des dépenses de R&D dans le PIB, développement de l'enseignement supérieur, etc.). Les principaux pays de l'UE-15 se rangent parmi les premiers pays d'accueil potentiels selon cet indicateur, tandis que les PECO arrivent loin derrière : sur la période 2000-2002, les mieux placés étaient la Slovaquie (27^{ème}), suivie par l'Estonie (38^{ème}), la Hongrie (41^{ème}), la République tchèque (42^{ème}) et la Pologne (44^{ème}). En croisant ces deux indicateurs, la CNUCED considère ainsi que la plupart des PECO figurent parmi les « bons élèves » en matière d'IDE, en ce sens qu'ils combinent un indice de performance supérieur à l'unité tout en se rangeant dans la première moitié des pays les plus attractifs (140 pays sont pris en compte). La seule exception est la Roumanie qui accueille peu d'IDE en raison d'un faible potentiel.

Utilisant un modèle de gravité pour évaluer le potentiel d'accueil d'IDE, Caetano et *alii* (2002) observent également que le ratio IDE reçus/potentiel était déjà proche de l'unité pour les principaux PECO dès la fin des années 1990. De manière alternative, ces résultats peuvent être remis en perspective en se basant sur une estimation du poids que pourraient revêtir les entreprises étrangères dans les économies d'Europe centrale et orientale. Ces données, publiées par l'OCDE (2001), fournissent une vision plus « physique » de la présence étrangère, les IDE pouvant retracer parfois des opérations à caractère plutôt financier (comme dans le cas de prêts entre une maison mère et ses filiales). Plus exactement, la variable estimée est le chiffre d'affaires des entreprises étrangères de chaque pays. Dans la littérature économique, trois grandes catégories de variables peuvent être mobilisées pour expliquer les choix de localisation des filiales à l'étranger des entreprises : la taille des marchés, les coûts de production et la distance géographique entre la maison mère et ses filiales. Une estimation économétrique permet de mesurer l'importance respective de ces différents éléments pour expliquer le poids des entreprises étrangères au sein des principaux pays industrialisés. Plus précisément, l'équation tient compte du PIB du pays d'accueil et du pays investisseur, de la distance entre les deux, du ratio entre le niveau de salaire du pays d'accueil et du pays investisseur ainsi que de l'existence d'une langue commune. Les coefficients ont les signes attendus : les variables de PIB, tant pour le pays d'accueil que le pays investisseur, ont un signe positif, tout comme la variable indicatrice relative à l'existence d'une langue commune. La distance intervient par contre négativement, comme le ratio de salaire relatif⁸.

On peut dès lors appliquer ce modèle aux variables (PIB, coûts salariaux, distance) qui caractérisent les PECO. Ces derniers disposent de deux atouts majeurs. D'une part, ils sont géographiquement proches de l'UE-15. D'autre part, ils bénéficient de coûts salariaux très attractifs. En revanche, les PECO se distinguent par un niveau de PIB (variable pouvant servir d'indicateur de la taille des marchés) très inférieur à celui de l'UE-15, à la fois parce que le PIB par tête y est plus faible et parce que ces pays, à l'exception de la Pologne et de la Roumanie, ont un petit nombre d'habitants.

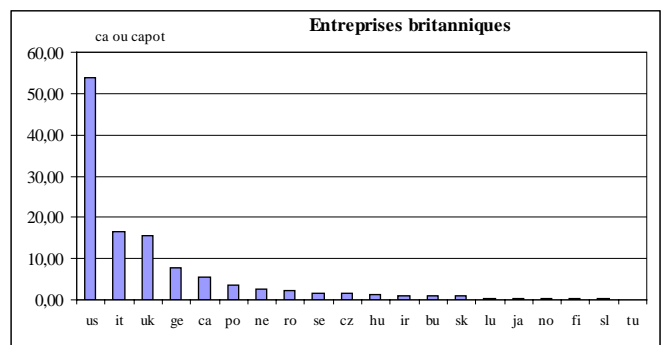
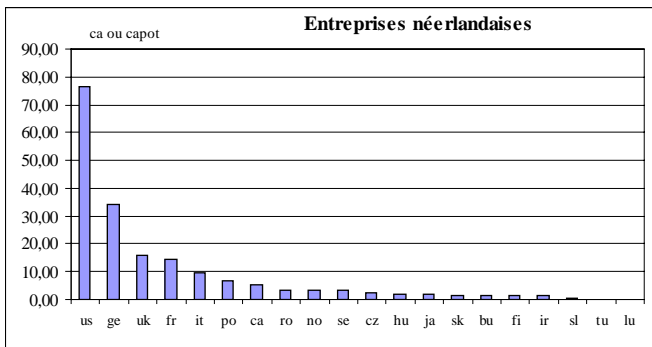
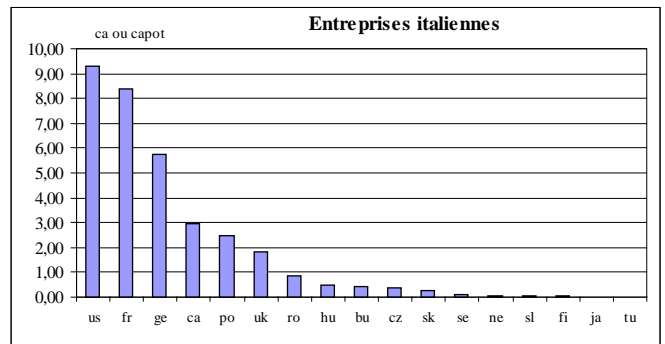
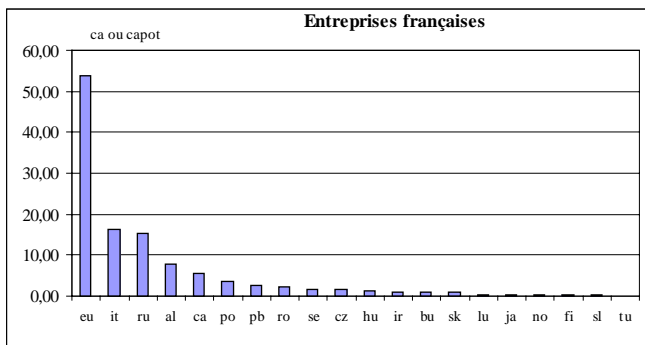
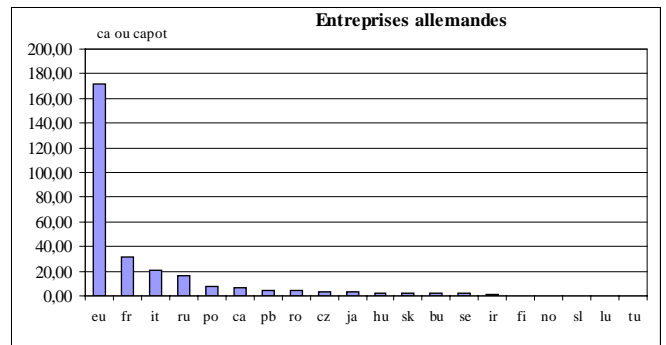
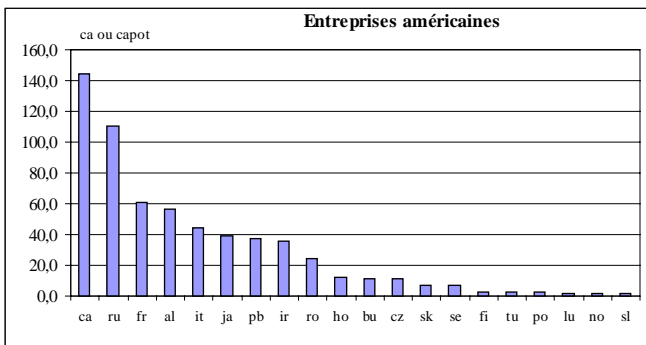
Pour le seul pays publiant des données sur le poids des entreprises étrangères dans son industrie, la Pologne, les calculs effectués à partir de la méthodologie présentée ci-dessus suggèrent que le chiffre d'affaires des entreprises originaires des principaux pays investisseurs (Allemagne, Pays-Bas, France et Italie) se situaient, à la fin des années 1990, légèrement au-dessus du potentiel estimé.

Pour avoir une idée de ce que pourrait être la localisation des entreprises multinationales dans une Europe élargie, on peut comparer le chiffre d'affaires des entreprises occidentales dans différents pays avec le potentiel estimé pour chaque PECO. Ces estimations confirment que les PECO devraient continuer à jouer un rôle majeur comme pays d'accueil des entreprises multinationales. Pour les Etats-Unis, la Roumanie, la Hongrie et les autres PECO pourraient se situer juste derrière les Pays-Bas et l'Irlande. Toutefois, l'écart négatif qui existe entre les chiffres

⁸ Pour une analyse détaillée, voir Henriot (2003).

d'affaires observé et potentiel en Pologne suggère que le chiffre d'affaires des entreprises américaines dans les PECO pourrait rester sous-optimal, comme le confirme l'évolution récente des IDE d'ailleurs. La position des PECO dans le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises ouest-européennes à l'étranger pourrait aussi se rapprocher du haut du classement. A la fin des années 1990, la Pologne se situait déjà en cinquième position en termes de chiffres d'affaires des entreprises allemandes à l'étranger. Potentiellement, la Roumanie et la République tchèque pourraient dépasser le Japon (en raison d'une distance plus réduite) et les pays d'Europe du Nord (en raison de bas coûts salariaux) comme pays d'accueil des entreprises allemandes. Une analyse similaire peut être faite pour les entreprises des autres grands pays européens. La Pologne, combinant faibles coûts salariaux et marché assez large, est de ce point de vue le pays le plus attractif parmi les PECO. La Roumanie se situerait en deuxième position, pour les mêmes raisons. Cela montre le potentiel de ce pays, une fois levés les nombreux obstacles qui y ont entravé l'investissement étranger, une tendance qui s'est d'ailleurs récemment amorcée. Toutefois, les PECO resteraient largement devancés par les Etats-Unis et les trois plus grands pays européens comme pays d'accueil des entreprises multinationales.

Graphique 4 : Chiffre d'affaires des entreprises multinationales dans différents pays (milliards de dollars)



Source : Henriot (2003) à partir de la base de données de l'OCDE (2001)

Ces graphiques sont établis à partir du chiffre d'affaires réalisé par les entreprises à capitaux majoritairement étrangers dans différents pays. Ces données sont issues de l'OCDE (Mesurer la mondialisation, 2001) et portent sur les années 1998 ou 1999. Pour les PECO (sauf la Pologne pour laquelle les chiffres sont observés), les données se réfèrent au chiffre d'affaires potentiel (en 2000) évalué à partir de l'équation décrite ci-dessus.

Ces calculs ne sont naturellement qu'indicatifs. Par exemple, même si des effets « frontière » peuvent encore subsister après l'élargissement, la variable illustrant la taille de chaque marché pourrait intégrer le PIB des pays proches, et pas seulement le PIB du pays d'accueil, sachant

qu'une implantation dans les PECO vise aussi souvent à servir un marché plus large que le simple marché local. Cela pourrait favoriser une plus forte implantation et aussi, peut-être, amener à une distribution géographique un peu différente des implantations, au bénéfice des petits pays. A l'inverse, les marchés du travail de ces pays restent étroits, tout en étant fortement cloisonnés. La forte demande de travail de qualifications intermédiaires pourrait ainsi conduire à une élévation rapide des salaires pour certaines composantes de la main-d'œuvre, réduisant l'attractivité de ces pays en la matière. Enfin, au-delà de la photographie que procurent ces calculs, il est clair que le niveau des rémunérations s'élèvera avec la progression du PIB par tête, l'aspect « attractivité du marché » prenant progressivement le pas sur l'« attractivité salariale ».

CONCLUSION

Depuis le début des années 1990, les PECO ont pris une place non négligeable dans les flux d'IDE réalisés en Europe. Toutefois, cette montée en puissance ne s'est pas traduite par une éviction de l'UE-15 comme pays d'accueil des IDE. Les perspectives d'IDE en Europe suggèrent que les PECO vont continuer à recevoir des montants d'IDE importants. Les entreprises multinationales pourraient en outre désormais plutôt privilégier les IDE *greenfield*, compte tenu de l'état d'avancement des processus de privatisation dans de nombreux pays. Ceci ne devrait pas signifier pour autant une relocalisation massive des activités économiques, en particulier dans la sphère industrielle, de l'Ouest vers l'Est de l'Europe, d'une part parce que le taux d'IDE est déjà très élevé dans certains PECO et, d'autre part, parce que l'UE-15 conserve une assez grande attractivité sur de nombreux aspects (taille des marchés, qualification de la main-d'œuvre, etc.). Les perspectives d'IDE dans les PECO devraient donc plutôt être reliées à leur développement économique, qui ouvre de nouvelles opportunités pour les investisseurs internationaux.

L'élargissement de l'Union conduit toutefois à une nouvelle géographie européenne, en déplaçant le centre de gravité de l'Union. Ceci ne sera pas sans influence sur la localisation des activités économiques. Une analyse conduite au milieu des années 1990 (Brülhart, 1996) concluait à une concentration des activités à rendements croissants (véhicules à moteur, chimie) vers le centre économique de l'UE-15. Des phénomènes d'agglomération étaient aussi perceptibles pour les secteurs de haute technologie, mais sans qu'une tendance centre-périphérie ne se dessine. En revanche, les activités intensives en main-d'œuvre restaient encore dispersées. Dans ce contexte, il est probable que les IDE contribuent à une refonte des spécialisations, pas seulement au niveau national mais aussi sur le plan régional. Certains bassins d'activité pourraient émerger en couplant caractéristiques des secteurs et avantages comparatifs des localisations géographiques. Les activités à fort rendements d'échelle devraient favoriser la proximité des principaux marchés. Un pôle automobile tend ainsi à émerger au centre de l'Europe, incluant une partie de la Slovaquie, le nord-ouest de la Hongrie et le sud de l'Allemagne. Les activités les plus sensibles aux coûts de main-d'œuvre pourraient, elles, se déplacer vers les pays où les coûts salariaux sont les plus faibles. Dans certains cas, la localisation dans les nouveaux entrants de l'Union peut aussi éviter un départ de ces activités vers l'Asie et permettre de conserver en Europe des activités amont à forte valeur ajoutée qui, sinon, se seraient rapprochées des stades finaux de production (Boillot et Lepape, 2003). Les activités de haute technologie pourraient, de leur côté, continuer à se concentrer dans des lieux spécifiques, offrant un environnement favorable en termes de débouchés mais surtout de marché du travail (personnel qualifié) et de recherche (centres universitaires de haut niveau). Suivant une logique d'agglomération, des pôles technologiques pourraient ainsi se former autour de grandes villes par exemple. Dans ce dernier cas, les politiques économiques visant à fournir un environnement favorable aux investisseurs internationaux peuvent avoir une grande importance. Il est clair que les pays d'Europe de l'Ouest ont une vraie carte à jouer dans ce domaine.

REFERENCES

- Boillot J.J et Lepape Y., « Elargissement de l'Union européenne : quels enjeux ? », *Les entreprises françaises 2003*, chapitre 12, Ch. de Boissieu et C. Deneuve (éd.), Economica, 2003.
- Brühlhart M., « Commerce et spécialisation géographique dans l'Union européenne », *Economie internationale*, n° 65, 1^{er} trimestre 1996, 169-202.
- Caetano J., Galego A., Vaz E., Vieira C. et Vieira I., « The Eastward Enlargement of the Eurozone Trade and FDI », *Ezoneplus Working Paper*, n°7, August 2002.
- Carr D. L., Markusen J.R. et Maskus K.E., « Estimating The Knowledge-Capital Model of the Multinational Enterprise », *American Economic Review* 91 (3), juin 2001, 693-708.
- Henriot A., « Prospects for the Location of Industrial Activities after EU Enlargement », *Document de travail du COE*, n° 61, janvier 2003.
- OCDE, *Mesurer la mondialisation*, Paris, 2001.